

## PRÉFACE

---

### **La Russie à rythme lent**

Le privilège de cet ouvrage est d'être l'œuvre d'une personnalité inhabituelle dans le cercle restreint des spécialistes francophones de la Russie. Son auteur n'est pas un jeune chercheur en sciences politiques frais émoulu des grandes écoles, mais un observateur averti, doté d'une longue pratique dans le monde russe.

De par son expérience professionnelle de financier, de banquier et de gestionnaire de fortune, Arnaud Leclercq est entré dans l'intimité de la Russie. Durant de nombreuses années, il a parcouru le pays, fréquenté une multitude de ses acteurs et responsables, observé une société en mutation rapide. Les questions qui se sont imposées à lui sont celles auxquelles sont confrontés bon nombre de praticiens, de diplomates ou d'hommes d'affaires opérant en Russie, qui constatent rapidement que les schémas de pensée habituels aux Occidentaux restent souvent inopérants pour comprendre l'évolution de la société russe et certains des choix de ses dirigeants contemporains. Ce sont aussi les questions d'un homme curieux et intrigué par l'incapacité du discours médiatique dominant à rendre compte de la Russie d'aujourd'hui, fâché quelquefois des biais et des modes qui rendent son approche malaisée.

Les thèses ici défendues sont les réponses d'Arnaud Leclercq à ces questions. Ce travail de longue haleine est fondé sur la conviction que c'est dans le rythme lent, dans la longue durée, que se cachent les principales clés de compréhension de la géopolitique russe et de ses épisodes contemporains.

Comment saisir la complexité des problèmes rencontrés aujourd'hui en Tchétchénie, au Daguestan ou avec la Géorgie voisine sans mettre l'actualité récente en perspective avec la très longue guerre du Caucase, la plus longue de toutes les guerres qu'ait connue la Russie, qui marqua de son empreinte l'essentiel du XIX<sup>e</sup> siècle russe ? Comment comprendre les termes des combats d'influence de plus en plus aigus en Asie centrale sans mémoire du « Grand Jeu » qui mit aux prises, un siècle durant, l'Empire britannique, première puissance occidentale d'alors, à son rival russe ?

Tous les grands enjeux actuels de la géopolitique russe s'inscrivent dans la prolongation de tendances lourdes dont la pression s'exerce à travers l'histoire sur les acteurs d'aujourd'hui. Le verrouillage de la mer Noire aux puissances extra-régionales, le statut de la Crimée et même le choix des alliances de l'Ukraine sont autant d'échos et de souvenirs parfois douloureux dans la mémoire collective russe. Les liens inconscients mais puissants avec les orthodoxes des Balkans ne sont pas moins vivaces. Et lorsque le gouvernement russe en place au Kremlin fait du développement de la Grande Route maritime du Nord, qui contourne le continent eurasiatique par sa façade arctique, une priorité stratégique, il ne fait que se remettre dans le sillage des puissants marchands sibériens du XIX<sup>e</sup> siècle en quête perpétuelle de ce passage maritime qui leur aurait ouvert les portes des marchés européens et asiatiques, comme de Staline qui fit de l'ouverture de la voie arctique, dans les airs et dans les mers, l'un des symboles les plus puissants de la volonté d'expansion de son régime. Et l'on comprend mieux l'opposition farouche, opiniâtre et parfois rageuse du pouvoir russe aux plans de « bouclier antimissiles » de l'OTAN lorsqu'on les replace dans la perception d'État assiégé qui fut celle de l'URSS de sa naissance à son effondrement : celle d'un pouvoir profondément marqué par les souvenirs d'agressions et d'invasions de son

territoire subies tout au cours du XX<sup>e</sup> siècle, et convaincu que l'ennemi campe toujours aux portes.

L'histoire n'est pas pour autant linéaire, et si le trait du passé donne un sens au présent, il ne suffit pas d'un pointillé pour déterminer la direction des développements à venir. Distinguer ce qui, dans la durée, tient de la règle ou de l'exception, de la mutation ou de la simple inflexion, est la tâche du chercheur. Des grands axes de la géopolitique russe, Arnaud Leclercq privilégie celui qui donne à la Russie sa dimension eurasiatique. La fonction de pivot entre les deux continents, l'équilibre entre ses composantes européenne et asiatique sont selon l'auteur les facteurs qui permettront à la puissance russe de renouer avec son rang de géant mondial. Sur ce point aussi, le recul historique permet de mieux mesurer le sens de l'évolution actuelle. Après deux décennies d'oubli et d'indifférence de la part des élites politiques et économiques russes, la partie asiatique de la Russie, composée des Sibérie occidentale, orientale et de l'Extrême-Orient, est de retour à l'agenda. À coup de grands chantiers, la Russie veut transformer Vladivostok, son avant-poste sur le Pacifique, en petite San Francisco. On y dresse un pont spectaculaire dans la baie, on y construit une université devant favoriser la recherche en nouvelles technologies et la coopération avec les voisins japonais, chinois et coréens. On fait de la Sibérie une région de développement prioritaire, aussi bien en termes d'infrastructures que de peuplement. On y multiplie les investissements et la prospection de matières premières, et l'auteur dresse l'inventaire des projets de gazoducs ou d'oléoducs qui devraient fournir aux marchés émergents d'Asie la quantité sans cesse croissante d'énergie qu'ils réclament. Cette volonté d'affirmation en puissance du Pacifique s'accompagne d'un intense débat dans les cercles dirigeants sur le déclin, réel ou supposé, de la vieille Europe, de ses institutions, et parfois même de ses valeurs. Alors que durant la décennie 1990, la Russie affaiblie et humiliée ne cherchait de salut que dans le renforcement de ses relations avec l'Europe, la voilà aujourd'hui saisie de doute, en apparence au moins. Faut-il vraiment miser sur ce continent décadent, quand l'Orient brille de tous ses feux ? Le modèle chinois, fait d'un mélange d'autoritarisme étatique et d'économie de marché ne mérite-t-il pas autant d'intérêt que

la formule de l'Union européenne, en pleine crise existentielle ? Ces interrogations, qui font écho aux axiomes développés par Arnaud Leclercq, sont à l'ordre du jour dans les débats moscovites.

L'attraction de l'Orient sur la Russie, l'importance de sa composante asiatique, et le degré de priorité nécessaire au développement de la Sibérie s'inscrivent eux aussi dans une perspective de long terme. Au XIX<sup>e</sup> siècle déjà, des notables et des intellectuels sibériens, impressionnés par le miracle californien, se mirent eux aussi à rêver à un « Far East » russe autonome et prospère qui fasse pendant à la Californie d'outre-Pacifique. Et lorsque Nicolas Mouraviov-Amourski, le conquérant de l'Extrême-Orient russe, suppliait le pouvoir central à Saint-Pétersbourg de lui accorder les moyens nécessaires à sa tâche historique, la plupart des arguments évoqués aujourd'hui étaient déjà présents. La « menace » chinoise, l'importance du commerce avec le Japon, la vulnérabilité des confins orientaux de la Russie à une mainmise économique des grandes puissances d'alors, le potentiel supposé fabuleux des étendues sibériennes étaient autant d'hypothèses convoquées dans l'âpre discussion de ce milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

De considérations purement géopolitiques, économiques ou militaires le débat ne tarda pas à s'étendre à des interrogations plus profondes sur la nature même de cette force eurasiennne.

La Russie pouvait-elle prétendre au titre de puissance asiatique ? Agissait-elle en force avancée et en représentante de l'Europe dans cette partie du monde ? N'était-elle sur les confins chinois qu'une puissance coloniale de plus ? Ou devait-elle s'inventer une identité nouvelle, nourrie de traditions orthodoxes, des cultures russes et ukrainiennes (cette dernière étant fortement représentée parmi les colons), mais aussi d'influences chinoises, mandchoues ou coréennes ? De bouddhisme même ? En bref, la Russie d'Extrême-Orient était-elle une Europe s'invitant en Asie ou une promesse d'Eurasie ?

Le débat trouva une conclusion inattendue et involontaire par la défaite contre le Japon, puis par le chaos qui suivit la Première Guerre mondiale et la guerre civile. Il s'avère aujourd'hui que cette interruption n'était

peut-être que provisoire, et Arnaud Leclercq en soulignant la double dimension européenne et asiatique de la Russie, en dressant l'inventaire de ses potentiels et de ses risques, en en soulignant surtout l'importance, nous aide à embrasser cette nouvelle perspective. En mariant l'histoire à la géopolitique, comme l'indique le sous-titre de son ouvrage, il nous donne la profondeur de champ nécessaire à l'éclairage de l'actualité.

Éric Hoesli

Journaliste et dirigeant de presse suisse  
Auteur d'*À la conquête du Caucase. Épopée géopolitique et guerre d'influence*, 2006, Éditions des Syrtes.

## INTRODUCTION

---

### **Du naufrage soviétique à la renaissance russe**

La Russie a subi en 1989-1991 – avec l’effondrement aussi rapide qu’imprévu du système soviétique – un séisme historique et géopolitique qui a ouvert une période chaotique au cours de laquelle la crise économique et sociale s’est accompagnée d’une perte de puissance et d’influence qu’il eût été impossible d’imaginer quelques années plus tôt, quand l’équilibre de la terreur nucléaire semblait garantir pour longtemps la stabilité du monde bipolaire né de la Seconde Guerre mondiale. Même s’ils avaient été relayés en Occident, les diagnostics d’un Amalrik, d’un Sakharov ou d’un Soljenitsyne ne pouvaient annoncer, dans l’esprit des Occidentaux, la fin imminente du régime né de la révolution d’Octobre et du bloc géopolitique constitué par Staline à la faveur de la victoire sur l’Allemagne hitlérienne. Après les séductions qu’avaient exercées sur une partie des masses populaires du « monde libre » les promesses de lendemains enchantés portées par le projet soviétique, la dénonciation des crimes de Staline et la révélation de l’étendue de l’archipel du Goulag avaient dissipé les illusions mais la puissance industrielle et militaire de l’empire semblait lui garantir l’invulnérabilité.

Au début des années 1980, la puissance soviétique paraissait en effet à son apogée. L'URSS avait obtenu des Occidentaux, à la faveur de la détente, la reconnaissance des frontières européennes héritées de la Seconde Guerre mondiale. Les accords conclus à Helsinki en 1975 avaient été perçus par certains comme un marché de dupes dans lequel les concessions avaient été le fait de la seule partie occidentale mais la phase de déclin relatif que connaissaient alors les États-Unis, affaiblis par l'échec subi au Vietnam et par la crise du *Watergate*, ne semblait laisser d'autre issue. L'URSS allait de plus pouvoir profiter des crédits occidentaux et développer ses relations commerciales avec les pays du bloc adverse. Elle s'engageait en contrepartie à respecter les engagements prévus dans la « troisième corbeille » des accords d'Helsinki relatifs aux droits de l'homme et la libre circulation des personnes et des idées mais l'on sait les limites qu'elle entendait apporter à la mise en œuvre d'un tel programme. Au moment où l'équilibre de la terreur nucléaire – sanctionné par les accords *SALT* conclus en 1972 entre Richard Nixon et Leonid Brejnev – interdisait toute remise en cause majeure du monde bipolaire né de la guerre froide, l'URSS réalisait de plus un énorme effort de développement de ses moyens militaires conventionnels et continuait à faire peser sur l'Europe occidentale une lourde menace. Le pacte de Varsovie bénéficiait alors d'un rapport de forces favorable de trois contre un en termes d'effectifs et de moyens terrestres face au dispositif de l'OTAN ; une situation jugée alors « impossible » par Raymond Aron, qui n'en estimait pas moins « improbable » l'établissement d'une paix durable entre les deux camps. Le plus impressionnant demeure sans doute, durant cette période, l'affirmation des nouvelles ambitions « planétaires » de l'URSS de Leonid Brejnev. L'alliance avec Cuba née de la crise de 1962 ou celle établie avec le Vietnam au cours de la guerre qui a vu les Américains soutenir l'État sud-vietnamien né du partage opéré à Genève en 1954, pouvaient apparaître exceptionnelles et on avait pu constater comment l'URSS avait, du fait d'Anouar al-Sadate, « perdu » l'Égypte, même si elle continuait à entretenir des rapports étroits avec les régimes nationalistes arabes irakien, syrien ou algérien. La puissance soviétique, qui devait maintenant compter avec l'hostilité de la Chine pourtant communiste, s'était surtout identifiée de fait à la formidable

masse continentale étendue, en complète continuité territoriale, de la République démocratique allemande et de la Tchécoslovaquie aux rivages russes du Pacifique. L'effort naval entrepris sous la direction de l'amiral Gorshkov permettait désormais de voir beaucoup plus loin. Il donnait à l'URSS, grâce à une flotte sous-marine dont le développement avait été jugé prioritaire, la capacité d'intervenir en force dans l'Atlantique nord dans le cas d'un éventuel conflit en Europe mais il permettait aussi d'engager des actions dans des zones jusque-là vides de toute présence soviétique. Ainsi dans l'océan Indien où la révolution éthiopienne, le basculement de la Somalie de Syad Barré ou les événements du Sud-Yémen ouvraient des perspectives inédites d'action et d'influence en Afrique orientale. Il en allait de même en Afrique australe où la décolonisation chaotique des immenses territoires encore portugais – l'Angola et le Mozambique – ouvraient la voie à une intervention combinée avec celle des combattants cubains engagés au service des révolutions locales, notamment en Angola. La présence soviétique dans l'océan Indien pouvait également laisser peser une menace sur le trafic pétrolier empruntant désormais la route maritime du cap de Bonne Espérance. La nouvelle glaciation internationale ainsi apparue dans la seconde moitié des années 1970 semblait devoir garantir pour longtemps un système soviétique qui avait alors à peu près tout perdu de son aura « libératrice ». Il était en passe de perdre la bataille idéologique avec l'Occident, mais disposait de ressources de puissance inédites jusque-là, au point d'être identifié comme une « stratotocratie » par Cornelius Castoriadis et d'être dénoncé par ses adversaires comme l'expression d'un « panzercommunisme » qui n'avait plus guère à voir avec les promesses d'émancipation que beaucoup avaient cru lire dans la révolution d'Octobre et la construction ultérieure de la « patrie des travailleurs ». Une évolution clairement résumée par Edgar Morin dans son essai *De la nature de l'URSS*<sup>1</sup>. Sûrs de leurs forces, les dirigeants soviétiques pouvaient alors déployer les missiles SS20 de portée intermédiaire capables de faire peser une menace spécifique sur l'Europe occidentale, en vue d'obtenir un éventuel « découplage » de l'Alliance transatlantique, les États-Unis n'étant pas prêts, selon la formule d'Henry Kissinger, « à risquer

---

1. *De la nature de l'URSS. Complexe totalitaire et nouvel empire*, Fayard, Paris, 1983.